



**PRÉFET
DE LA RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Une conférence de l'eau pour relever ensemble les défis d'une gestion durable de la ressource



Conférence de l'eau du 30 avril 2025

LE 30 AVRIL 2025, LA CONFÉRENCE DE L'EAU DE LA RÉUNION a rassemblé l'ensemble des acteurs du territoire réunionnais concernés par la gestion de la ressource en eau : élus, professionnels, associations, citoyens, institutionnels.

Cette réunion d'envergure marque **une volonté politique forte de progrès collectif sur un enjeu vital : la préservation et le partage de l'eau à La Réunion.**

Cette rencontre s'inscrivait dans un contexte de fortes tensions sur la ressource, aggravées par la sécheresse exceptionnelle de 2024-2025, et d'intempéries liées au cyclone Garance.

Dans une introduction, le Département, la Région, les services de l'État ont marqué leur engagement pour une gestion durable de la ressource et posé la nécessité d'une évolution des pratiques, des solidarités, un appel

à la responsabilité collective et à l'innovation, pour répondre à l'urgence et préparer l'avenir.

Les débats ont été animés autour de 2 tables rondes :

- 1. le partage de la ressource entre les différents usages et avec le milieu ;**
- 2. une eau de qualité pour chaque Réunionnais en 2050.**

Chacun a souligné l'importance stratégique de l'eau : bien commun, facteur de cohésion, d'inclusion sociale, de développement économique, de préservation environnementale et de souveraineté alimentaire.

La conférence a validé l'urgence d'un travail collectif, transversal, de long terme.

“ Atteindre une gestion résiliente, solidaire et durable de la ressource en eau sur le territoire réunionnais, où chaque habitant aura accès à une eau de qualité maîtrisée, où les milieux naturels seront préservés comme éléments essentiels de cette gestion, et où les usages seront ajustés collectivement en conscience des limites et de la vulnérabilité de la ressource. ”

L'eau

à La Réunion

Une convergence des constats

- Un accroissement et une diversification des pressions : changement climatique, menaces accrues pour l'équilibre des milieux, croissance démographique, urbanisation, nouveaux besoins des secteurs agricole et industriel ;
- Des tensions sur la gouvernance : réformes récentes (loi NOTRe), compétences élargies, mais aussi force du modèle français de gouvernance participative, à réaffirmer et dynamiser dans la proximité ;
- Une prise de conscience amorcée mais hétérogène chez les différents usagers ;
- Une eau longtemps considérée comme abondante, la sobriété s'impose désormais, nécessité de lutter d'avantage contre les gaspillages ;
- Des inégalités d'accès à l'eau potable et de qualité persistantes entre territoires ;
- Des réseaux de distribution et infrastructures à améliorer : de fortes disparités de rendement selon les territoires, de grands chantiers en cours ou à lancer (renouvellement des réseaux, interconnexions, retenues collinaires, protection des captages) ;
- Un accroissement des conflits d'usage (domestique, agricole, industriel, milieu naturel) nécessitant dialogue, anticipation et équité ;
- L'investissement massif et l'innovation sont incontournables : amélioration de l'existant et exploration de solutions comme la réutilisation d'eaux non conventionnelles ;
- Une nécessaire mobilisation citoyenne : sensibilisation, lutte contre les gaspillages, promotion de la récupération des eaux de pluie ;
- Des milieux aquatiques souvent oubliés.

Un engagement collectif fort affiché autour de plusieurs priorités structurantes

- Réaffirmer le principe d'une **gestion concertée, résiliente et équitable** de l'eau : une gouvernance participative au plus près des territoires ;
- Une **gouvernance** ouverte, transparente, associant plus étroitement les citoyens ;
- La **mobilisation** continue pour la sobriété, l'innovation et l'éducation à l'eau ;
- La modernisation des **infrastructures** : investir massivement dans la modernisation des réseaux et l'amélioration des rendements ;
- La **préservation** de la ressource et les milieux naturels en intégrant pleinement la transition écologique : lutte contre la pollution, restauration et protection des écosystèmes, adaptation à la nouvelle donne climatique ;
- Garantir une **équité de service et d'accès** pour tous : accompagnement des plus vulnérables, travailler sur l'équité tarifaire et sociale, ne laisser aucun territoire en marge de l'effort ;
- Vulgariser les **connaissances** et renforcer la **responsabilité** à tous les niveaux.



“ Garantir en tout temps une eau de qualité pour tous.

Renforcer la résilience face aux crises climatiques.

Promouvoir sobriété, préservation et innovation.

Assurer une gouvernance efficace, équitable et solidaire. ”

Prix de l'eau

Un prix moyen de l'eau de 2,66 €/m³

Services eau potable et assainissement
(Hexagone : 4,52 €/m³)

Montant de la facture moyenne annuelle
de 500 €/an (Hexagone - 540 €/an)

Consommation

150 à 200 litres/jour/personne

60 % des captages d'eau destinés à la
consommation prélèvent des eaux de
surface

74 % de la population raccordée à un
réseau sécurisé

Rendement de réseau AEP : 63 %

80 % des réunionnais satisfaits de la qualité
de l'eau du robinet et de sa distribution

Chiffres clés

de l'usage de la
ressource en eau
à La Réunion

Prélèvements

220 millions de m³ prélevés
(hors hydroélectricité)

Principaux usages :

Eau potable : 155 Mm³

Irrigation : 55 Mm³

Industrie : < 2 %

(Hydroélectricité : > 368 Mm³)

Assainissement

56 % de la population en
assainissement collectif

Des actions

Pour une consommation économe de l'eau

19% des foyers sont équipés de récupérateurs d'eau
de pluie

16% des artisans utilisent des systèmes de stockage
et de récupération de l'eau

89% des réunionnais déclarent faire attention à sa
consommation d'eau

3 artisans sur 5 déclarent être sensibles aux enjeux
d'une gestion durable des ressources

Des messages forts

- Un « bien commun » une **coresponsabilité** : chaque usager (public, privé, citoyen) doit contribuer à l'effort ;
- La nécessité de **travailler ensemble** pour une gestion collective équilibrée et durable de la ressource ;
- La **confirmation de la gouvernance participative** et territorialisée comme un modèle pertinent ;
- Intégrer les **milieux naturels comme usage à part entière** (filtre naturel, stock tampon, abri pour la biodiversité, socle de résilience pour l'eau et le climat) ;
- L'importance de la **transparence, de la sensibilisation et des investissements** pour garantir une eau de qualité pour tous ;
- Une **combinaison de solutions concrètes** : investissements, adaptation des usages, innovations réglementaires, mobilisation sociale.



Des défis posés pour la gestion de l'eau à La Réunion

Leviers d'action mentionnés durant la conférence

SOBRIÉTÉ ET ADAPTATION DES PRATIQUES

- Généralisation du goutte-à-goutte, micro-aspiration ;
- Diversification des productions agricoles moins gourmandes en eau, adapter le plan de souveraineté alimentaire pour le rendre compatible avec les objectifs de sobriété ;
- Stockage individuel ou collectif (citernes, retenues collinaires) ;
- Réutilisation des eaux usées traitées (REUT) ;
- Tarification incitative ;
- Sensibilisation de la population.

ACCÈS ÉQUITABLE ET DURABLE

- Mise en œuvre du second volet du plan Eau potable (2025-2029) ;
- Schémas directeurs eau potable et assainissement des EPCI ;
- Évolution de la tarification (progressive, différenciée selon les usages, prise en compte de la précarité et des besoins vitaux) ;
- Accompagnement des publics vulnérables (« pass eau », gratuité premiers m³...).

ADAPTABILITÉ

- Aménagement du territoire ;
- Préparation aux épisodes de sécheresse ;
- Interconnexions ;
- Renouvellement des infrastructures.

PRÉSERVATION DES MILIEUX

- Lutte contre les pollutions (agricole, assainissement, industrie) ;
- Pratiques vertueuses ;
- Travail sur l'assainissement non collectif ;
- Protection plus stricte des aires d'alimentation des captages (AAC) ;
- Débits réservés ;
- Durcissement des contrôles ;
- Renforcement des prises de conscience des services rendus par les milieux.

INCITATION TARIFAIRE ET RECHERCHE DE FINANCEMENTS ADAPTÉS

- Évolution de la tarification (progressive, différenciée selon les usages, prise en compte de la précarité et des besoins vitaux) ;
- Financements (OLE, FEDER...).

GOVERNANCE PARTAGÉE ET PROXIMITÉ TERRITORIALE

- Redynamisation des commissions locales de l'eau (CLE) ;
- Vulgarisation de l'information, association plus large des citoyens, élus, associations, entreprises, à la connaissance, aux décisions, et au suivi ;
- Sensibilisation accrue à tous les niveaux (jeunes, ménages, entreprises).

Mobilisation collective

“ *Anticipation des mutations climatiques*

Sécurisation des infrastructures

Inclusion sociale dans la gestion de l'eau

Répartition équilibrée de la ressource entre les différents usages, en priorité les milieux naturels

”

L'eau

à La Réunion